

**SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011**

TABLE DES MATIÈRES	PAGE
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS.....	1
RAPPORT DES AUDITEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
État consolidé de la situation financière.....	4
État consolidé du résultat global.....	5
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.....	6
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.....	7
État consolidé des flux de trésorerie.....	8
Notes aux états financiers consolidés.....	9

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joints de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et a établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité d'audit, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011 et pour l'exercice clos à ces dates ont été audités par les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.



Marcel Bourassa
Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa CPA, CA
Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada
Le 28 mars 2013



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Savaria Corporation Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Savaria Corporation Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, les états consolidés du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Savaria Corporation Inc. au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.*

Le 28 mars 2013

Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A115894

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Aux 31 décembre
(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie	4	1 993 \$	3 931 \$
Trésorerie réservée	14	-	400
Créances et autres débiteurs	5	11 592	9 120
Instruments financiers dérivés	25D	-	83
Partie courante des prêts à long terme	7	410	328
Créances de crédits d'impôt		487	526
Stocks	6	12 800	14 371
Charges payées d'avance		538	633
Partie courante des placements à long terme	11	636	710
Total des actifs courants		28 456	30 102
Actifs non courants			
Trésorerie réservée	14	-	700
Instruments financiers dérivés	25D	-	44
Créances de crédits d'impôt		378	509
Prêts à long terme	7	125	347
Immobilisations corporelles	8	11 792	1 741
Goodwill	9	4 051	4 051
Immobilisations incorporelles	10	2 138	2 797
Placements à long terme	11	829	753
Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles		125	16
Actifs d'impôt différé	21	1 486	1 353
Total des actifs non courants		20 924	12 311
Total des actifs		49 380 \$	42 413 \$
Passifs			
Passifs courants			
Emprunts bancaires	12	- \$	75 \$
Fournisseurs et autres crédeurs	13	7 518	6 123
Passifs d'impôts courants		234	382
Produits différés		2 062	1 930
Instruments financiers dérivés	25D	117	-
Partie courante de la dette à long terme	14	3 619	4 877
Provision pour garantie	15	356	338
Total des passifs courants		13 906	13 725
Passifs non courants			
Dette à long terme	14	15 464	7 984
Provision pour garantie	15	463	417
Instruments financiers dérivés	25D	174	-
Passifs d'impôt différé	21	149	142
Total des passifs non courants		16 250	8 543
Total des passifs		30 156	22 268
Capitaux propres			
Capital-actions	16	13 313	13 260
Surplus d'apport		2 141	2 114
Cumul des autres éléments du résultat global		306	665
Résultats non distribués		3 464	4 106
Total des capitaux propres		19 224	20 145
Total des passifs et des capitaux propres		49 380 \$	42 413 \$

Les notes aux pages 10 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	2012	2011
Ventes	17	66 734 \$	65 274 \$
Coût des ventes		(48 679)	(47 041)
Marge brute		18 055	18 233
Charges opérationnelles			
Frais d'administration		(6 613)	(7 035)
Frais de vente		(5 331)	(5 476)
Frais d'ingénierie		(1 455)	(1 458)
Frais de recherche et développement		(736)	(869)
		(14 135)	(14 838)
Autres charges	19	(990)	-
Résultat opérationnel		2 930	3 395
Produits financiers	20	116	233
Charges financières	20	(897)	(750)
Charges financières nettes		(781)	(517)
Résultat avant impôt		2 149	2 878
Charge d'impôt sur le résultat	21	(571)	(877)
Résultat net		1 578	2 001
Autres éléments du résultat global			
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		575	182
Impôts différés		(141)	(47)
		434	135
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année		(1 041)	(2 237)
Impôts différés		263	599
		(778)	(1 638)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(344)	(1 503)
Gains (pertes) net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		(15)	87
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		(359)	(1 416)
Résultat global total		1 219 \$	585 \$
Résultat par action	22		
De base		0,07 \$	0,09 \$
Dilué		0,07 \$	0,09 \$

Les notes aux pages 10 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2011						
	Capital-actions		Capital-actions à émettre	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant					
Solde au 1^{er} janvier 2011	22 017 564	12 630 \$	567 \$	2 064 \$	2 081 \$	4 736 \$	22 078 \$
<u>Résultat global total</u>							
Résultat net	-	-	-	-	-	2 001	2 001
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	-	-	-	-	135	-	135
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'année, nets d'impôt	-	-	-	-	(1 638)	-	(1 638)
Gains nets latents sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	-	-	-	-	87	-	87
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(1 416)	-	(1 416)
Résultat global total	-	- \$	- \$	- \$	(1 416) \$	2 001 \$	585 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres</u>							
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(269 200)	(155)	-	-	-	(263)	(418)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	104	-	-	104
Exercice d'options d'achat d'actions	132 500	218	-	(54)	-	-	164
Dividende sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	(2 368)	(2 368)
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	1 000 000	567	(567)	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	863 300	630	(567)	50	-	(2 631)	(2 518)
Solde au 31 décembre 2011	22 880 864	13 260 \$	- \$	2 114 \$	665 \$	4 106 \$	20 145 \$

Les notes aux pages 10 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
 Pour l'exercice clos le 31 décembre
 (en milliers de dollars)

	2012					
	Capital-actions		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant				
Solde au 1^{er} janvier 2012	22 880 864	13 260 \$	2 114 \$	665 \$	4 106 \$	20 145 \$
<u>Résultat global total</u>						
Résultat net	-	-	-	-	1 578	1 578
Autres éléments du résultat global :						
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	-	-	-	434	-	434
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'année, nets d'impôt	-	-	-	(778)	-	(778)
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	-	-	-	(15)	-	(15)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(359)	-	(359)
Résultat global total	-	- \$	- \$	(359) \$	1 578 \$	1 219 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres</u>						
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(53 800)	(31)	-	-	(45)	(76)
Rémunération à base d'actions	-	-	45	-	-	45
Exercice d'options d'achat d'actions	82 500	84	(18)	-	-	66
Dividende sur actions ordinaires	-	-	-	-	(2 175)	(2 175)
Total des transactions avec les actionnaires	28 700	53	27	-	(2 220)	(2 140)
Solde au 31 décembre 2012	22 909 564	13 313 \$	2 141 \$	306 \$	3 464 \$	19 224 \$

Les notes aux pages 10 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net		1 578 \$	2 001 \$
Ajustements pour :			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	789	688
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	752	792
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement		(86)	(64)
Charge d'impôt	21	571	877
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme		174	210
Rémunération à base d'actions	24	45	104
Contrats de change encaissés avant échéance		786	-
Gains sur contrats de change encaissés avant échéance et portés au résultat net		(834)	(2 076)
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles		20	-
Pertes (gains) de change non réalisés(es) sur éléments monétaires non courants		(46)	107
Charge d'intérêts		654	540
		4 403	3 179
Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations	23	418	1 258
Augmentation des prêts à long terme		-	(21)
Encaissement des prêts à long terme		322	97
Impôt sur le résultat payé		(289)	(142)
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles		4 854	4 371
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Encaissement des placements à long terme		84	100
Variation de la trésorerie réservée		1 100	400
Produits de la cession d'immobilisations corporelles		32	29
Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles		(125)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(10 894)	(515)
Augmentation des immobilisations incorporelles	10	(178)	(621)
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement		(9 981)	(607)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des emprunts bancaires		(75)	(1 915)
Augmentation de la dette à long terme		16 664	2 628
Remboursement de la dette à long terme		(10 484)	(3 410)
Intérêts payés		(657)	(539)
Frais de transaction liés à une dette à long terme		(74)	(16)
Rachat d'actions ordinaires		(76)	(418)
Produits issus de l'exercice d'options		66	164
Dividende sur actions ordinaires	16C	(2 175)	(2 368)
Trésorerie nette liée aux activités de financement		3 189	(5 874)
Variation nette de la trésorerie		(1 938)	(2 110)
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		3 931	6 041
Trésorerie au 31 décembre		1 993 \$	3 931 \$

Les notes aux pages 10 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

	PAGE		PAGE
1 . Entité présentant les états financiers	10	17 . Ventes	32
2 . Base d'établissement	10	18 . Avantages du personnel	32
3 . Principales méthodes comptables	11	19 . Autres charges	32
4 . Trésorerie	22	20 . Produits financiers et charges financières	32
5 . Créances et autres débiteurs	23	21 . Impôts	32
6 . Stocks	23	22 . Résultat par action	35
7 . Prêts à long terme	23	23 . Flux de trésorerie	36
8 . Immobilisations corporelles	24	24 . Paiements fondés sur des actions	36
9 . Goodwill	25	25 . Instruments financiers	37
10 . Immobilisations incorporelles	26	26 . Engagements	45
11 . Placements à long terme	27	27 . Détermination des justes valeurs	46
12 . Emprunts bancaires	28	28 . Subventions gouvernementales	47
13 . Fournisseurs et autres créditeurs	28	29 . Secteurs opérationnels	47
14 . Dette à long terme	29	30 . Éventualités	48
15 . Provision pour garantie.....	31	31 . Parties liées	48
16 . Capital et autres éléments des capitaux propres	31		

SAVARIA CORPORATION

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données sur les actions et sur les options)

1 . Entité présentant les états financiers

Savaria Corporation est une entreprise domiciliée au Canada. Son siège social est au 2724 Étienne-Lenoir, Laval, Québec. Les états financiers consolidés de la société aux 31 décembre 2012 et 2011, et pour les exercices clos à ces dates comprennent les comptes de Savaria Corporation et de ses filiales en propriété exclusive (l'ensemble désigné comme la « société »). Les activités de la société comprennent la conception, la fabrication et la distribution d'ascenseurs, de plates-formes élévatrices et de sièges d'escalier pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi que la conversion et l'adaptation de mini-fourgonnettes aussi pour les personnes à mobilité restreinte.

2 . Base d'établissement

A) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») s'appliquant à la préparation des états financiers annuels.

Les présents états financiers consolidés ont fait l'objet d'un audit par les auditeurs de la société et ont été approuvés par le conseil d'administration le 28 mars 2013.

B) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour les éléments suivants dans l'état consolidé de la situation financière :

- les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- les placements dans les billets restructurés et l'option de règlement sont évalués à la juste valeur.

C) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société.

D) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif sont les suivantes :

- le goodwill;
- l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers, incluant les dérivés et les placements dans les billets restructurés et l'option de règlement.

3 . Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire.

A) Méthode de consolidation

Toutes les filiales sont des entreprises détenues à 100 % par la société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la société.

Filiales

Ascenseurs Savaria Concord Inc. (« Savaria Concord »)

Savaria USA Inc. (anciennement Weber Accessibility Systems Inc.) (« Savaria USA »)

Concord Elevator Holdings Inc. - inactive

Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD (« Savaria Huizhou »)

Concord Elevator (London) Ltd. (« Concord London »)

Savaria Lifts Ltd. (« Savaria Lifts »)

Van-Action (2005) Inc. (« Van-Action »)

Freedom Motors Inc. (« Freedom »)

Les soldes et les transactions intersociétés, ainsi que les ventes et coûts qui découlent de transactions intersociétés, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

B) Monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat net, ou les couvertures qualifiées des flux de trésorerie, qui sont capitalisés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

(ii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les ventes et les charges des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au cours de change moyen pour la période.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir d'un établissement étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers

(i) Actifs et passifs financiers non dérivés

La société classe ses instruments financiers par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine la classification lors de la comptabilisation initiale qui est normalement au moment de l'achat.

Tous les produits et charges liés aux instruments financiers sont comptabilisés à même les produits financiers et les charges financières.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si un dérivé incorporé modifie significativement la juste valeur du contrat hôte. Au moment de la comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le résultat net. Cet élément inclut les placements à long terme dans des billets restructurés et l'option de règlement.

Actifs financiers détenus jusqu'à échéance

Lorsque la société a la ferme intention et la capacité de conserver des titres de placement jusqu'à échéance, ces actifs financiers sont alors classés comme détenus jusqu'à échéance. Les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Tout reclassement ou vente d'un montant significatif d'un placement détenu jusqu'à échéance à une date non rapprochée de l'échéance entraînerait le reclassement de tous les placements détenus jusqu'à échéance comme détenu à des fins de transaction, et empêcherait la société de classer un placement comme détenu jusqu'à échéance durant l'année courante et les deux années subséquentes. Les placements à long terme dans des certificats de placement garanti sont classés comme détenus jusqu'à échéance.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, la trésorerie réservée, les créances et autres débiteurs, et les prêts à long terme.

La trésorerie et la trésorerie réservée comprennent le solde en banque et les placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins ainsi que les avances bancaires utilisées à des fins de gestion de la trésorerie.

Des comptes clients peuvent parfois être renégociés en prêts à long terme. Dans ces cas, la société exige des garanties et des garanties personnelles suffisantes pour couvrir le montant du prêt.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers (suite)

(ii) Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La société renverse un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont libérées, annulées ou expirées.

La société détient les autres passifs financiers suivants : les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres créiteurs et la dette à long terme.

(iii) Instruments financiers dérivés, incluant la comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur; les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées tel que décrit ci-dessous.

La société détient des instruments financiers dérivés afin de se protéger contre les risques de fluctuations des devises étrangères et des taux d'intérêt.

Lors de l'établissement de la couverture, la société documente formellement la relation entre l'instrument et l'élément faisant l'objet de la couverture, incluant ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société évalue au début de la relation de couverture ainsi que sur une base continue, s'il est prévu que les instruments de couverture seront « hautement efficaces » à compenser les variations dans les flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de la couverture durant la période pour laquelle la couverture est désignée, et si le résultat réel de chaque couverture est dans une fourchette de 80 à 125 %. Pour une couverture de flux de trésorerie d'une transaction projetée, la probabilité que la transaction se produise doit être haute et il doit y avoir un risque que les variations de flux de trésorerie aient une incidence sur le résultat net présenté.

Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un dérivé est désigné comme l'instrument de couverture des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction hautement projetée qui pourrait avoir une incidence sur le résultat net, la partie efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est renversé au résultat net dans la même période que les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, sous la même rubrique de l'état du résultat global que l'élément couvert. Toute partie non efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans les produits financiers ou charges financières dans le résultat net.

Si l'instrument de couverture ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, expire ou est vendu, résilié, exercé, ou si la désignation est révoquée, la comptabilité de couverture est alors interrompue prospectivement. Le gain (perte) cumulatif(ve) comptabilisé(e) antérieurement dans les autres éléments du résultat global et présenté(e) dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres demeure tel quel jusqu'à ce que la transaction projetée affecte le résultat net. Si la transaction n'est plus projetée, le solde dans les autres éléments du résultat global est alors immédiatement comptabilisé dans le résultat net.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

(iii) Instruments financiers dérivés, incluant la comptabilité de couverture (suite)

Dérivés incorporés séparables

Les dérivés incorporés sont séparés du contrat hôte et comptabilisés séparément si les caractéristiques économiques et les risques du contrat hôte ne sont pas étroitement liés au dérivé incorporé, un instrument distinct ayant les mêmes termes que le dérivé incorporé rencontrerait la définition d'un dérivé, et l'instrument combiné n'est pas mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net.

La variation dans la juste valeur des dérivés incorporés séparables est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

(iv) Évaluation de la juste valeur

Les mesures à la juste valeur reposent sur une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur des placements à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur. Chaque niveau est basé sur la transparence des données utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

- Niveau 1 – Les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, incluant les données et les prix cotés sur les marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs;
- Niveau 3 – Les données qui ne sont pas fondées sur des données de marchés observables.

D) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque du capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui inclut les coûts de transaction directement attribuables, net de l'incidence fiscale, est comptabilisé comme une réduction des capitaux propres.

E) Immobilisations corporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle comportent des durées d'utilité différentes, chacune de ces parties est comptabilisée comme une composante distincte (composantes importantes) des immobilisations corporelles.

Les gains et pertes sur cession d'éléments d'immobilisations corporelles sont déterminés par la comparaison du produit de cession avec la valeur comptable de l'immobilisation, et sont comptabilisés comme autres produits (charges) du résultat net.

(ii) Coûts subséquents

Le coût de remplacement d'une partie d'un élément d'immobilisations corporelles est comptabilisé dans la valeur comptable de l'élément s'il est probable que les avantages économiques futurs reliés à cette partie bénéficieront à la société, et que ses coûts peuvent être mesurés avec fiabilité. La valeur comptable de la partie remplacée est renversée. Les coûts quotidiens d'entretien des immobilisations corporelles sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

E) Immobilisations corporelles (suite)

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chaque partie d'un élément des immobilisations corporelles, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procuré par l'actif. Les actifs loués sont amortis sur la période la plus courte entre le terme du bail de location et la durée probable de leur utilisation, à moins qu'il soit raisonnablement certain que la société en obtiendra la propriété avant la fin du terme du bail.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Bâtiment	35 ans
· Principales composantes reliées au bâtiment	4 à 26 ans
· Machinerie et équipement	5 à 15 ans
· Mobilier et agencement	5 à 10 ans
· Matériel roulant	5 à 10 ans
· Matériel informatique	3 à 5 ans
· Améliorations locatives	Durée des baux

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'année et ajustés au besoin.

F) Goodwill et immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les listes de clients, les licences de distribution, les contrats de maintenance, les logiciels et les frais de développement différés.

(i) Goodwill

Évaluation initiale

Le goodwill provenant d'un regroupement d'entreprise est initialement évalué comme étant la juste valeur de la contrepartie payée moins la valeur nette (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge, tous évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'excédent est négatif, un profit sur acquisition à conditions avantageuses est reconnu immédiatement dans le résultat net.

Mesure subséquente

Le goodwill est mesuré au coût moins le cumul des pertes de valeur. La société évalue périodiquement si une provision pour perte de valeur doit être comptabilisée contre le résultat net. Le goodwill n'est pas amorti, il est plutôt examiné pour perte de valeur sur une base annuelle, le 31 décembre, et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse permanente de sa valeur.

(ii) Recherche et développement

Les frais associés à des activités de recherche effectuées dans le but d'accroître les connaissances techniques et leur compréhension, sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Le développement inclut les activités menant à la conception de produits ou de processus nouveaux ou substantiellement améliorés. Les frais de développement sont capitalisés seulement si ces frais peuvent être évalués de façon fiable, le produit ou les procédures sont techniquement et commercialement possibles, les avantages économiques futurs sont probables, et la société a l'intention et a les ressources suffisantes pour compléter le développement et utiliser ou vendre l'actif. Les coûts capitalisés incluent le coût des matériaux, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux de fabrication qui sont directement attribuables à la préparation de l'actif pour son usage prévu. Tout autre coût de développement est comptabilisé au résultat net à mesure qu'il est engagé.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

(ii) Recherche et développement (suite)

Les frais de développement capitalisés sont mesurés au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement différés lorsqu'ils sont liés à ces frais différés. Tous les autres crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des frais auxquels ils se rapportent.

(iii) Amortissement

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie utile limitée sont mesurées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé sur le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations incorporelles à compter de la date à laquelle ils deviennent disponibles pour usage, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Marques de commerce	5 ans
· Listes de clients	5 à 10 ans
· Licences de distribution	5 ans
· Contrats de maintenance	5 à 10 ans
· Baux à prix de faveur	Durée des baux
· Logiciels	5 ans
· Frais de développement différés	3 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'année et ajustés au besoin.

G) Stocks

Les stocks sont mesurés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif, et comprend les coûts engagés pour acheter les matériaux, les coûts de production ou de conversion et les autres coûts engagés afin de les rendre disponibles dans la forme et à l'endroit approprié. En ce qui concerne le stock fabriqué et les travaux en cours, le coût inclut une portion appropriée des frais généraux de fabrication basée sur la capacité normale de production.

La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, moins le coût d'achèvement estimé et les frais de vente.

H) Dépréciation

(i) Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net sont passés en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit, après la comptabilisation initiale de l'actif, et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peuvent être estimés de façon fiable.

Une indication objective que les actifs financiers sont dépréciés peut inclure le défaut ou la défaillance d'un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la société selon des termes qu'elle n'accepterait pas autrement, des indications qu'un débiteur déclarera faillite, ou la disparition d'un marché actif pour un placement.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

H) Dépréciation (suite)

Prêts et créances et actifs financiers détenus jusqu'à échéance

La société considère les évidences de dépréciation des créances et des placements détenus jusqu'à échéance tant sur une base individuelle que collective. Chaque créance ou placement significatif détenu jusqu'à échéance est évalué pour dépréciation sur une base individuelle. Les créances et les placements significatifs détenus jusqu'à échéance qui ne sont pas évalués comme étant dépréciés sur une base individuelle sont, par la suite, évalués sur une base collective afin de déceler une dépréciation qui n'aurait pas encore été identifiée. Les créances et les placements détenus jusqu'à échéance qui ne sont pas significatifs sur une base individuelle sont évalués pour dépréciation sur une base collective en regroupant ensemble les créances et les placements détenus jusqu'à échéance ayant des caractéristiques similaires.

En évaluant la dépréciation collective, la société se sert des tendances historiques pour évaluer la probabilité de défaut, le moment des recouvrements et le montant des pertes encourues, ajustés pour tenir compte du jugement de la direction à savoir si les conditions économiques actuelles risquent de créer des pertes plus ou moins élevées que ce que suggèrent les tendances historiques.

Une perte de valeur en regard d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée comme étant la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle estimée des flux de trésorerie escomptés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées au résultat net et présentées dans un compte de provision à l'encontre de l'actif. L'intérêt sur l'actif déprécié continue à être comptabilisé par l'entremise du renversement de l'escompte. Lorsqu'un événement subséquent fait en sorte que la perte de valeur diminue, la diminution dans la dépréciation est renversée par le biais du résultat net.

(ii) Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la société, autres que les stocks et les actifs d'impôts différés, est révisée à chaque date de clôture afin de déterminer s'il y a des indications de dépréciation. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est alors estimé. Pour le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie ou qui ne sont pas encore disponibles pour usage, le montant recouvrable est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou UGT. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génèrent, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT, ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel.

Les actifs corporatifs de la société ne génèrent pas d'entrée de flux de trésorerie distinctes et sont utilisés par plus d'une UGT. Les actifs corporatifs sont affectés aux UGT sur une base raisonnable et constante et évalués pour dépréciation à même l'évaluation des UGT dont l'actif est affecté.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat net. Les pertes de valeur en relation à une UGT sont réparties en premier lieu afin de réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et, par la suite, afin de réduire la valeur comptable des autres actifs de l'UGT ou groupe d'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

(ii) Actifs non financiers (suite)

Une perte de valeur à l'égard du goodwill n'est pas renversée. À l'égard des autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après dépréciation ou amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

I) Avantages du personnel

(i) Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations fixes à une entité indépendante et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser d'autres montants. Les obligations en vertu de régimes à cotisations définies sont comptabilisées comme charges sociales au résultat net dans la période où les services ont été rendus par les employés.

(ii) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et aux directeurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel, avec augmentation correspondante des capitaux propres, au cours de la période où les membres du personnel et les directeurs acquièrent les droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, à la date d'acquisition des droits.

J) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs estimés à l'aide d'un taux avant impôt qui reflètent les estimés actuels du marché de la valeur temps de l'argent et les risques qui sont spécifiques au passif. Le renversement de l'escompte est comptabilisé comme charge financière.

Une provision pour garantie est comptabilisée à mesure que les produits et services sont vendus. La provision est basée sur les données historiques liées aux garanties et la pondération des résultats possibles vis-à-vis leur probabilité respective.

K) Ventes

(i) Biens vendus

Le produit provenant de la vente de biens dans le cours normal des affaires est mesuré à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net des retours, des escomptes sur ventes et des rabais de volume. Les ventes sont reconnues lorsqu'il y a une preuve convaincante, habituellement sous la forme d'un contrat de vente signé, que les risques significatifs et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, que le recouvrement de la contrepartie est probable, que les coûts afférents et les retours de marchandise peuvent être raisonnablement estimés, que l'entité ne continue plus à être impliquée dans la gestion des biens, et que le montant des ventes peut être mesuré de façon fiable. S'il est probable que des escomptes soient accordés et que le montant peut être mesuré de façon fiable, l'escompte est alors comptabilisé en diminution des ventes à mesure que les ventes sont constatées. Étant donné que la quasi-totalité des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

K) Ventes (suite)

(ii) Contrats d'installation et de maintenance

Les revenus provenant de contrats d'installation sont constatés selon le degré d'avancement des travaux sur la base des coûts d'installation engagés par rapport aux coûts prévus. Les revenus provenant des contrats de maintenance sont constatés sur une base linéaire selon l'avancement de la période du contrat. Les revenus non constatés sont comptabilisés comme produits reportés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la société répartit les revenus de chaque élément de l'accord en fonction de leurs prix de vente relatifs basés sur la meilleure estimation du prix de vente de la prestation. Chaque élément de l'accord est constaté tel que décrit ci-dessus.

L) Versements en vertu de contrats de location

Les versements en vertu de contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans le résultat net sur une base linéaire sur le terme du bail. Les montants reçus comme incitatifs sont considérés comme faisant partie intégrante de la charge totale du bail, sur le terme du bail.

Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-financement sont répartis entre les charges financières et la réduction de la dette afférente. Les charges financières sont affectées à chaque période durant le terme du bail de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette.

M) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les revenus d'intérêt sur les placements, les gains de juste valeur sur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, et les gains sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les revenus d'intérêt sont constatés à mesure qu'ils sont courus au résultat net, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et la dette à long terme, le renversement d'escomptes sur les provisions, les pertes de juste valeur sur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, la dépréciation constatée sur les actifs financiers, et les pertes sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les frais d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à une acquisition, à une construction ou à une fabrication d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur taux de change sont présentés au net comme produits financiers ou charges financières selon la position nette de la variation.

N) Impôts

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat net comptable, ni le bénéfice imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

N) Impôts (suite)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on s'attend à appliquer aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

O) Résultat par action

Le résultat net de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est obtenu en divisant le résultat net de base attribuable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du résultat net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

P) Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante de la société qui est engagée dans des activités commerciales par lesquelles elle peut rapporter des ventes et engager des charges, incluant des ventes et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes de la société. Tous les résultats des secteurs opérationnels sont révisés régulièrement par le chef de la direction de la société afin de permettre la prise de décisions quant à l'affectation des ressources au secteur et l'évaluation de sa performance, et pour lequel des informations financières distinctes sont disponibles.

Les résultats sectoriels qui sont présentés au chef de la direction incluent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable. Les montants non affectés comprennent principalement les actifs, les passifs et les charges du siège social, telles que l'amortissement, les charges financières, les impôts et les autres charges corporatives.

La dépense en capital d'un secteur représente le coût total engagé durant la période pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Q) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

L'IFRS 9 (2009) remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. La norme élimine les catégories existantes de l'IAS 39 que sont les placements détenus jusqu'à leur échéance, les actifs disponibles à la vente et les prêts et créances.

Les actifs financiers seront classés dans l'une des deux catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- actifs financiers évalués au coût amorti;
- ou
- actifs financiers évalués à la juste valeur.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

IFRS 9 - Instruments financiers (suite)

Les profits et pertes sur la réévaluation d'actifs financiers évalués à la juste valeur seront comptabilisés dans le résultat net, sauf dans le cas d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, l'IFRS 9 (2010) donne à l'entité la possibilité de faire le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global toutes les variations de la juste valeur d'un placement. Ce choix se fait individuellement, titre par titre. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

L'IFRS 9 (2010) comporte des directives supplémentaires par rapport à celles de l'IFRS 9 (2009) sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, et ces directives sont conformes à celles de l'IAS 39, sauf pour ce qui est décrit ci-après.

En vertu de l'IFRS 9 (2010), dans le cas de passifs financiers évalués à la juste valeur selon l'option de la méthode de la juste valeur, les variations de la juste valeur qui sont attribuables aux variations du risque de crédit seront présentées dans les autres éléments du résultat global, et le reste des variations sera comptabilisé dans le résultat net. Toutefois, si cette exigence a pour effet d'entraîner ou d'accroître une non-concordance comptable dans le résultat net, la totalité des variations de la juste valeur sera comptabilisée dans le résultat net. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

De plus, les exigences de l'IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été ajoutées à l'IFRS 9 (2010), sans modification.

L'IFRS 9 (2010) annule et remplace l'IFRS 9 (2009), s'applique aux exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son adoption anticipée est permise. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2010) dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2015. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2010) n'a pas encore été déterminée.

IFRS 10 - États financiers consolidés

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IAS 27 (2008) devient l'IAS 27 (2011), *États financiers individuels*, qui reprendra simplement les exigences comptables actuelles s'appliquant aux états financiers individuels.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

La société envisage d'adopter l'IFRS 10, y compris les amendements publiés en juin 2012, dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que l'IFRS 10 ait une incidence significative sur ses états financiers.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur (suite)

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux termes de certaines normes.

La société envisage d'adopter l'IFRS 13 de façon prospective dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que l'IFRS 13 ait une incidence significative sur ses états financiers.

Amendements de l'IAS 1 – Présentation des états financiers

Les amendements exigent d'une entité qu'elle présente les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seraient jamais reclassés dans le résultat net. En conséquence, une entité qui présente les autres éléments du résultat global avant effets d'impôt liés devra aussi répartir le montant total d'impôt entre ces deux catégories.

L'option existante de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans deux états demeure inchangée.

La société envisage d'adopter les amendements dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. Comme les amendements n'exigent des changements que dans la présentation des autres éléments du résultat global, la société ne s'attend pas à ce que les amendements de l'IAS 1 aient une incidence significative sur ses états financiers.

Amendements de l'IAS 19 – Avantages du personnel

Les amendements ont une incidence sur les indemnités de fin de contrat de travail, qui devraient maintenant être comptabilisées lorsque l'entité comptabilise les coûts de restructuration compris dans le champ d'application de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou, si cette date est antérieure, lorsque l'entité n'est plus en mesure de retirer l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail.

La société envisage d'adopter les amendements dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que les amendements de l'IAS 19 aient une incidence significative sur ses états financiers.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011 – Diverses normes

Le nouveau cycle d'améliorations prévoit d'apporter des amendements à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* - informations sectorielles sur le total des actifs et le total des passifs, ainsi que des amendements corrélatifs à d'autres normes et interprétations.

La société envisage d'adopter les amendements des normes dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que les amendements aient une incidence significative sur ses états financiers.

4 . Trésorerie

	2012	2011
Soldes en banque	5 218 \$	3 931 \$
Emprunts bancaires utilisés à des fins de gestion de la trésorerie (note 12)	(3 225)	-
Trésorerie	1 993 \$	3 931 \$

Suite à la mise en place, au cours de l'exercice 2012, d'un processus de consolidation des comptes bancaires en dollars canadiens de la société mère et de ses filiales, les soldes débiteurs et créditeurs sont présentés au net dans la trésorerie.

5 . Créances et autres débiteurs

	2012	2011
Créances	11 430 \$	9 026 \$
Moins : provision pour mauvaises créances	(700)	(628)
	10 730 \$	8 398 \$
Taxes à la consommation à recevoir	593	605
Autres montants à recevoir	269	117
	11 592 \$	9 120 \$

Les risques de crédit et de taux de change, et de perte de valeur liés aux créances et autres débiteurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 25.

6 . Stocks

	2012	2011
Matières premières et sous-assemblages	10 707 \$	11 745 \$
Produits en cours	392	427
Produits finis	1 701	2 199
	12 800 \$	14 371 \$

En 2012, le montant des matières premières, des composantes de sous-assemblages et des variations dans les produits en cours et les produits finis constaté dans le coût des ventes a totalisé 44 815 000 \$ (42 381 000 \$ en 2011). En 2012, la dévaluation des stocks à la valeur de réalisation nette totalisait 80 000 \$ (513 000 \$ en 2011) et le renversement de dévaluations totalisait 29 000 \$ (aucun en 2011). Les dévaluations et les renversements sont inclus dans le coût des ventes.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, tous les stocks ci-dessus étaient donnés en garantie de passifs.

7 . Prêts à long terme

	2012	2011
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 199 000 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2012 est de 60 000 \$ (60 000 \$ US, 80 000 \$ US en 2011). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels commençant en juin 2006.	60 \$	81 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 298 000 \$ (300 000 \$ US) dont 75 000 \$ (75 000 \$ US) proviennent de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2012 est de 119 000 \$ (120 000 \$ US, 200 000 \$ US en 2011). Le prêt ne porte pas intérêt, si les objectifs de volume de vente sont atteints, et est remboursable en douze versements mensuels de 5 000 \$ (5 000 \$ US) suivis de 36 versements mensuels de 7 000 \$ (7 000 \$ US) commençant en juillet 2010.	119	203
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui est de 323 000 \$ (325 000 \$ US) provenant de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2012 est de 110 000 \$ (111 000 \$ US, 325 000 \$ US en 2011). Le prêt porte intérêt au taux de 5 % et est remboursable en dix-huit versements mensuels de 19 000 \$ (19 000 \$ US) commençant en janvier 2012.	110	331
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui est égal au solde au 31 décembre 2012 est de 195 000 \$ (196 000 \$ US) provenant de la conversion de débiteurs. Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en six versements mensuels de 12 000 \$ (12 000 \$ US) suivis de quatre versements mensuels de 31 000 \$ (31 000 \$ US) commençant en janvier 2013.	195	-

7 . Prêts à long terme (suite)

	2012	2011
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située en Chine. Le montant initial du prêt est de 22 000 \$ (140 000 RMB). Le solde du prêt au 31 décembre 2012 est de 11 000 \$ (70 000 RMB, 140 000 RMB en 2011). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en quatre versements annuels commençant en décembre 2011.	11 \$	23 \$
Autres	40	37
	535 \$	675 \$
Courant	410 \$	328 \$
Non courant	125	347
	535 \$	675 \$

8 . Immobilisations corporelles

	Coût					Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acquisitions	Cessions	Radiations	Incidence de la variation des taux de change	
2011						
Machinerie et équipement	3 505 \$	190 \$	(43) \$	- \$	10 \$	3 662 \$
Mobilier et agencement	437	3	-	-	1	441
Matériel roulant	567	195	(107)	-	3	658
Matériel informatique	459	18	-	-	2	479
Améliorations locatives	1 568	109	-	-	5	1 682
	6 536 \$	515 \$	(150) \$	- \$	21 \$	6 922 \$
2012						
Terrain	- \$	4 134 \$	- \$	- \$	- \$	4 134 \$
Bâtiment	-	6 165	-	-	-	6 165
Machinerie et équipement	3 662	396	(115)	-	(1)	3 942
Mobilier et agencement	441	46	(74)	-	-	413
Matériel roulant	658	123	(87)	-	-	694
Matériel informatique	479	11	-	-	-	490
Améliorations locatives	1 682	19	-	(1 488)	(1)	212
	6 922 \$	10 894 \$	(276) \$	(1 488) \$	(2) \$	16 050 \$
	Amortissement					Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Charge d'amortissement	Cessions	Radiations	Incidence de la variation des taux de change	
2011						
Machinerie et équipement	2 604 \$	257 \$	(38) \$	- \$	2 \$	2 825 \$
Mobilier et agencement	237	34	-	-	1	272
Matériel roulant	154	132	(83)	-	1	204
Matériel informatique	306	60	-	-	1	367
Améliorations locatives	1 305	205	-	-	3	1 513
	4 606 \$	688 \$	(121) \$	- \$	8 \$	5 181 \$
2012						
Bâtiment	- \$	134 \$	- \$	- \$	- \$	134
Machinerie et équipement	2 825	279	(102)	-	-	3 002
Mobilier et agencement	272	49	(68)	-	-	253
Matériel roulant	204	138	(54)	-	-	288
Matériel informatique	367	49	-	-	-	416
Améliorations locatives	1 513	140	-	(1 488)	-	165
	5 181 \$	789 \$	(224) \$	(1 488) \$	- \$	4 258 \$

8 . Immobilisations corporelles (suite)

	Valeur comptable au 31 décembre	
	2012	2011
Terrain	4 134 \$	- \$
Bâtiment	6 031	-
Machinerie et équipement	940	837
Mobilier et agencement	160	169
Matériel roulant	406	454
Matériel informatique	74	112
Améliorations locatives	47	169
	11 792 \$	1 741 \$

Au 31 décembre 2012, le mobilier et les agencements et le matériel informatique incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-financement ayant une valeur nette de 67 000 \$ (88 000 \$ en 2011) et de 21 000 \$ (25 000 \$ en 2011) respectivement.

9 . Goodwill

Test de dépréciation pour UGT comprenant du goodwill

Pour fins de test de dépréciation, le goodwill est affecté aux divisions opérationnelles de la société qui représentent les secteurs opérationnels de la société.

Les sommes des valeurs comptables du goodwill affecté à chaque unité sont comme suit :

	2012	2011
Accessibilité	3 435 \$	3 435 \$
Véhicules adaptés	616	616
	4 051 \$	4 051 \$

Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leurs valeurs d'utilité. Ils ont été déterminés comme étant plus élevés que leurs valeurs comptables.

Les valeurs d'utilité sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. À moins d'indication contraire, les valeurs d'utilité en 2012 ont été déterminées d'une manière similaire à 2011. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % (2 % en 2011), pour le secteur Accessibilité, et nul pour le secteur Véhicules adaptés;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 12,1 % et 11 % (13,1 % et 11,9 % en 2011) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée, et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 42 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

10 . Immobilisations incorporelles

	Coût				Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Augmentation par le développement interne ⁽¹⁾	Radiations	
2011					
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	1 821	-	-	-	1 821
Licences de distribution	322	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	870
Baux à prix de faveur	17	-	-	-	17
Carnet de commandes	260	-	-	(260)	-
Logiciels	556	12	-	-	568
Frais de développement différés	1 034	-	383	(389)	1 028
	5 180 \$	12 \$	383 \$	(649) \$	4 926 \$
2012					
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	1 821	-	-	-	1 821
Licences de distribution	322	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	870
Baux à prix de faveur	17	-	-	-	17
Logiciels	568	3	-	-	571
Frais de développement différés	1 028	-	90	(150)	968
	4 926 \$	3 \$	90 \$	(150) \$	4 869 \$
	Amortissement				Valeur comptable au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Charge d'amortissement	Radiations	Solde au 31 décembre	
2011					
Marques de commerce	- \$	60 \$	- \$	60 \$	240 \$
Listes de clients	569	269	-	838	983
Licences de distribution	38	64	-	102	220
Contrats de maintenance	71	87	-	158	712
Baux à prix de faveur	5	6	-	11	6
Carnet de commandes	260	-	(260)	-	-
Logiciels	445	41	-	486	82
Frais de développement différés	598	265	(389)	474	554
	1 986 \$	792 \$	(649) \$	2 129 \$	2 797 \$
2012					
Marques de commerce	60 \$	60 \$	- \$	120 \$	180 \$
Listes de clients	838	269	-	1 107	714
Licences de distribution	102	64	-	166	156
Contrats de maintenance	158	87	-	245	625
Baux à prix de faveur	11	6	-	17	-
Logiciels	486	42	-	528	43
Frais de développement différés	474	224	(150)	548	420
	2 129 \$	752 \$	(150) \$	2 731 \$	2 138 \$

(1) Un crédit d'impôt de 85 000 \$ (226 000 \$ en 2011) a été appliqué contre le montant de l'augmentation des frais de développement différés.

Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée dans le coût des ventes, les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

11 . Placements à long terme

	2012	2011
Billets restructurés (valeur nominale de 1 744 000 \$, 1 863 000 \$ au 31 décembre 2011)	1 401 \$	1 282 \$
Option de règlement	64	181
	1 465 \$	1 463 \$
Courant	636 \$	710 \$
Non courant	829	753
	1 465 \$	1 463 \$

Billets restructurés

La société détient des placements ayant une valeur nominale de 1 744 000 \$ (1 753 000 \$ US) qui sont investis dans des billets restructurés à la suite de la conversion du papier commercial adossé à des actifs. Ces placements ont fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur en fin de période.

Évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets restructurés a été calculée à l'aide d'information fournie par BlackRock Canada Ltée, l'administrateur des actifs, et d'autres informations auxquelles le public a accès.

À l'aide de cette information, la société a été en mesure de déterminer les caractéristiques clés pour chaque classe de billets restructurés reçue : la valeur nominale, la cote de crédit, le taux d'intérêt ainsi que les paiements d'intérêts projetés et la date d'échéance. Par la suite, la société a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour chaque classe de billets (« Taux de rendement exigé ») en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour chacune des classes en utilisant le Taux de rendement exigé comme facteur d'escompte.

Durant l'exercice, la juste valeur des billets restructurés a été influencée par plusieurs facteurs, dont une diminution des risques perçus associés aux notes VAC 2 classe A et C , une amélioration dans la valeur nette de certains actifs des billets à reflète, la volatilité de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien et le simple passage du temps. En fonction de cette analyse, la société estime la juste valeur de ces billets à un montant de 1 401 000 \$ (1 408 000 \$ US) au 31 décembre 2012. La société a constaté un gain de 203 000 \$ (92 000 \$ en 2011) au cours de l'année. À la suite de ce changement de valeur, le solde de la provision se situe à un montant de 343 000 \$ (581 000 \$ en 2011) (345 000 \$ US, 571 000 \$ US en 2011).

À noter que ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochaines périodes. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction.

Au cours de l'exercice, la société a encaissé des montants totalisant 84 000 \$ (100 000 \$ en 2011) (84 000 \$ US, 101 000 \$ US en 2011) relativement au remboursement de certains billets restructurés. Les montants encaissés ont servi au remboursement partiel des emprunts garantis par les billets restructurés. Au 31 décembre 2012, la valeur nominale des billets restructurés restants se détaille comme suit :

Billets restructurés	en milliers de dollars US		Date prévue d'échéance
	Valeur nominale	Juste valeur estimée	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	835 \$	818 \$	15 juillet 2056
C	26	15	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	132	86	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	760	489	25 décembre 2036
Total des placements	1 753 \$	1 408 \$	

11 . Placements à long terme (suite)

En 2009, la société a signé deux ententes de financement à long terme avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant la disposition des billets restructurés. Ces ententes ont été renouvelées pour une année supplémentaire durant le deuxième trimestre de 2012 et viennent maintenant à échéance en mars 2013 et mars 2014. Les emprunts sont renouvelables annuellement, suite à l'approbation de l'institution financière, jusqu'à un maximum de trois ans pour la première entente et deux ans pour la deuxième entente.

La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2012, la société a estimé la juste valeur de cette option à un montant de 64 000 \$ (65 000 \$ US) (181 000 \$ au 31 décembre 2011; 177 000 \$ US). La juste valeur estimée est basée sur le solde de la portion de l'emprunt concernée par cette option moins la juste valeur des billets restructurés en question.

La société possède aussi l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2012, la société a estimé la juste valeur de cette option comme étant nulle. La juste valeur estimée est basée sur le solde de la portion de l'emprunt concernée par cette option moins la juste valeur des billets restructurés en question.

12 . Emprunts bancaires

Le 22 mars 2012, la société a signé une entente de financement avec son institution financière pour remplacer ses marges de crédit auparavant détenues par Savaria Concord au montant de 2 000 000 \$ et Van-Action au montant de 500 000 \$, par une seule marge au montant de 5 000 000 \$. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder la somme de 90 % de certains comptes qui bénéficient d'une subvention, 80 % de toutes les autres créances canadiennes, 65 % des créances US et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis, déduction faite des créances fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25E. Au 31 décembre 2012, le solde de la marge de crédit s'élève à 3 225 000 \$ (75 000 \$ au 31 décembre 2011).

13 . Fournisseurs et autres créditeurs

	2012	2011
Fournisseurs et charges à payer	6 604 \$	5 169 \$
Salaires et déductions à la source	492	530
Vacances courues	409	402
Taxes à la consommation à payer	13	22
	7 518 \$	6 123 \$

Les risques de taux de change et de liquidité liés aux fournisseurs et autres créditeurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 25.

14 . Dette à long terme

Cette note fournit de l'information sur les termes contractuels de la dette à long terme de la société, qui est mesurée au coût amorti. Pour de plus amples informations sur les risques de taux d'intérêt, de change et de liquidité, veuillez vous référer à la note 25.

	2012	2011
Passifs courants		
Partie courante de la dette à long terme	3 589 \$	4 848 \$
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location	30	29
	3 619 \$	4 877 \$
Passifs non courants		
Dette à long terme	15 425 \$	7 915 \$
Obligations en vertu de contrats de location	39	69
	15 464 \$	7 984 \$

Sommaire des ententes d'emprunts

	2012	2011
Emprunt d'un montant initial de 9 600 000 \$, portant intérêt au taux des acceptations bancaires ajusté au taux fixe pour cinq ans de 2,08 % selon un contrat de swap de taux d'intérêt. À ce taux est ajouté un frais d'estampillage de 1,5 %. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25E. Remboursable par versements mensuels de 53 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2027.	9 162 \$	- \$
Emprunt d'un montant initial de 7 000 000 \$, portant intérêt au taux des acceptations bancaires ajusté au taux fixe pour cinq ans de 1,98 % selon un contrat de swap de taux d'intérêt. À ce taux est ajouté un frais d'estampillage de 1,5 %. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25E. Remboursable par versements mensuels de 83 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2019. Ce prêt remplace quatre autres prêts.	6 309	-
Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 5 604 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 % avec un taux d'intérêt effectif égal au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Remboursable par versements mensuels de 91 000 \$ plus intérêts. Ce prêt a été remplacé par la nouvelle dette de 7 000 000 \$ le 22 mars 2012.	-	2 559
Emprunt d'un montant initial de 4 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Remboursable par versements mensuels de 67 000 \$ plus intérêts. Selon les conditions de cette dette, un minimum de 50 % du solde de l'emprunt devait être maintenu en encaisse en tout temps, libre de tout lien. Ce prêt a été remplacé par une nouvelle dette au montant de 7 000 000 \$ le 22 mars 2012.	-	2 200
Emprunt d'un montant initial de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Remboursable par versements mensuels de 33 000 \$ plus intérêts. Ce prêt a été remplacé par une nouvelle dette au montant de 7 000 000 \$ le 22 mars 2012.	-	1 500
Emprunt d'un montant initial de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Remboursable par versements mensuels de 42 000 \$ plus intérêts pour les premiers 24 mois et de 125 000 \$ plus intérêts pour les derniers 12 mois. Ce prêt a été remplacé par une nouvelle dette au montant de 7 000 000 \$ le 22 mars 2012.	-	2 208
Emprunt d'un montant initial de 1 472 000 \$ US dont le solde est de 891 000 \$ US au 31 décembre 2012, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 572 000 \$. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2013 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de trois autres périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de cet emprunt (note 11).	887	987

14 . Dette à long terme (suite)

Sommaire des ententes d'emprunts (suite)

	2012	2011
Emprunt d'un montant initial de 1 514 000 \$ US dont le solde est de 912 000 \$ US au 31 décembre 2012, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 829 000 \$. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2014 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de deux autres périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de cet emprunt (note 11).	908 \$	928 \$
Emprunts au montant total de 233 000 \$, à des taux d'intérêt entre 0 % et 7,5 %. Remboursables par versements mensuels de 5 000 \$ jusqu'à avril 2015, de 4 000 \$ pour les mois de mai et juin 2015, de 3 000 \$ entre les mois de juillet 2015 et février 2016 et de 1 000 \$ entre les mois de mars 2016 et décembre 2017, incluant capital et intérêts, venant à échéance entre avril 2015 et décembre 2017.	166	150
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 2 378 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 2 035 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en février 2011 de 578 000 \$, suivi de 3 versements annuels de 600 000 \$, venant à échéance en février 2014.	1 161	1 690
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 421 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 395 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable en un versement en août 2011 (note 30).	421	421
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 206 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 187 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en août 2011 de 82 000 \$, suivi par un deuxième versement en août 2012 de 124 000 \$.	-	120
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 120 000 \$, portant intérêt au taux de 12,8 %. Remboursables par versements trimestriels de 7 000 \$ jusqu'en mars 2015, suivis d'un versement de 10 000 \$ en juin 2015 et de 5 000 \$ en septembre 2015, capital et intérêts, venant à échéance en juin et septembre 2015. Aux termes des contrats, la société a l'option d'acquérir le matériel à la juste valeur marchande.	60	79
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 29 000 \$, ne portant pas intérêt. Remboursables par versements mensuels de 1 000 \$ jusqu'en décembre 2013. Les termes du contrat incluent un droit d'acquérir le matériel à un prix de faveur de un dollar.	9	19
	19 083 \$	12 861 \$

Les obligations en vertu de contrats de location-financement se détaillent comme suit :

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum
Moins d'un an	37 \$	7 \$	30 \$	38 \$	9 \$	29 \$
Entre un et cinq ans	43	4	39	80	11	69
	80 \$	11 \$	69 \$	118 \$	20 \$	98 \$

15 . Provision pour garantie

	2012
Solde au 1 ^{er} janvier	755 \$
Provisions effectuées dans l'année	627
Provisions utilisées dans l'année	(563)
Solde au 31 décembre	819 \$
Courant	356 \$
Non courant	463
	819 \$

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3) mois, douze (12) mois ou trente-six (36) mois selon le produit. La provision est basée sur des estimés fondés sur son expérience antérieure pour des produits et services similaires. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

16 . Capital et autres éléments des capitaux propres

A) Capital-actions

Actions autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

En février 2011, selon les termes de l'entente d'acquisition de Concord London, la société a émis 1 million d'actions ordinaires au coût de 0,567 \$ par action.

Durant 2012, la société a racheté 53 800 actions ordinaires (269 200 en 2011) à un prix moyen de 1,42 \$ (1,55 \$ en 2011) par action sous forme d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix payé sur la valeur aux livres des actions rachetées a été imputé aux résultats non distribués.

B) Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global comprend les éléments suivants :

Le compte cumulatif de conversion

Le compte cumulatif de conversion comprend toutes les variations de change provenant de la conversion des états financiers d'un établissement étranger.

Gains/pertes latent(e)s sur la couverture de flux de trésorerie

La provision de couverture comprend la partie efficace cumulative de la variation nette de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie liés à des transactions de couverture non échues encore.

C) Dividendes

Les dividendes suivants ont été déclarés et payés par la société :

Pour l'exercice clos le 31 décembre

	2012	2011
9,4 cents par action ordinaire qualifiée (10,2 cents en 2011)	2 175 \$	2 368 \$

17 . Ventes

	2012	2011
Vente de biens	61 714 \$	60 360 \$
Prestation de services	5 020	4 914
	66 734 \$	65 274 \$

18 . Avantages du personnel

	2012	2011
Gages et salaires	17 536 \$	18 506 \$
Avantages aux employés	2 394	2 535
Cotisations aux régimes à cotisations définies	89	91
Rémunération à base d'actions	45	104
	20 064 \$	21 236 \$

19 . Autres charges

	2012
Frais de déménagement liés au coût des ventes ⁽¹⁾	921 \$
Frais de déménagement liés aux frais d'administration ⁽¹⁾	95
Autres	(26)
	990 \$

⁽¹⁾ Frais de déménagement encourus suite au transfert des opérations de Brampton, Ontario dans un nouvel immeuble, au montant total de 1 016 000 \$.

20 . Produits financiers et charges financières

	Note	2012	2011
Revenus d'intérêts		30 \$	32 \$
Gain net de change		-	137
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement	11	86	64
Produits financiers		116 \$	233 \$
Intérêts sur la dette à long terme		732 \$	569 \$
Dépense d'intérêts et frais de banque		96	181
Perte nette de change		69	-
Charges financières		897 \$	750 \$

21 . Impôts

	2012	2011
Charge d'impôt courante		
Année courante	575 \$	666 \$
(Économie) charge d'impôt différé		
Création et renversement des écarts temporaires	(4) \$	206 \$
Réduction dans les taux d'impôt	-	5
	(4) \$	211 \$
Charge totale d'impôt sur le résultat	571 \$	877 \$

21 . Impôts (suite)

Impôt comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2012			2011		
	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	575 \$	(141) \$	434 \$	182 \$	(47) \$	135 \$
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année	(1 041)	263	(778)	(2 237)	599	(1 638)
(Gains) pertes net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(15)	-	(15)	87	-	87
	(481) \$	122 \$	(359) \$	(1 968) \$	552 \$	(1 416) \$

Rapprochement du taux d'impôt effectif

	2012		2011	
	Taux	Montant	Taux	Montant
Résultat net		1 578 \$		2 001 \$
Charge d'impôt totale		571		877
Résultat avant impôt		2 149 \$		2 878 \$
Impôt en utilisant le taux d'impôt domestique de la société	25,3 %	544 \$	26,8 %	771 \$
Changement des estimés comptables	0,8 %	17	3,5 %	101
Renversement d'un avantage fiscal sur des pertes en capital non comptabilisé sur une dévaluation de placements	(2,8) %	(61)	(0,4) %	(13)
Incidence de différences de taux d'impôt avec d'autres juridictions	(0,2) %	(5)	(1,0) %	(28)
Rémunération à base d'actions non déductible	0,5 %	11	1,0 %	29
Autres dépenses non déductibles	3,0 %	65	1,0 %	28
Incidence des changements dans les taux d'impôt	-	-	0,2 %	5
Autres	-	-	(0,6) %	(16)
	26,6 %	571 \$	30,5 %	877 \$

Rapprochement de la variation du taux d'impôt applicable

	2012	2011
Taux applicable pour l'année précédente	26,8 %	29,1 %
Variation dans le taux applicable fédéral	(1,5) %	(1,5) %
Variation dans le taux applicable de l'Ontario	-	(0,8) %
Taux applicable pour l'année courante	25,3 %	26,8 %

21 . Impôts (suite)

Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu pour les items suivants :

	2012	2011
Pertes autres qu'en capital reportées	995 \$	977 \$
Pertes en capital non réalisées	57 \$	94 \$

Les pertes autres qu'en capital, totalisant 995 000 \$ au niveau fédéral américain et 602 000 \$ au niveau des états américains, viennent à échéance entre 2014 et 2032. Les pertes en capital, totalisant 57 000 \$ au niveau fédéral canadien ainsi qu'au Québec, n'ont pas de date d'échéance.

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu en relation à ces items étant donné qu'il est peu probable que la société puisse utiliser ces pertes.

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés comme suit :

	Actifs		Passifs		Nets	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Pertes reportées	1 114 \$	1 056 \$	- \$	- \$	1 114 \$	1 056 \$
Frais de développement différés	72	247	(75)	(54)	(3)	193
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	451	437	-	-	451	437
Immobilisations corporelles	94	77	(21)	(14)	73	63
Crédits d'impôt à l'investissement	26	-	(268)	(241)	(242)	(241)
Immobilisations incorporelles	87	94	(353)	(421)	(266)	(327)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	78	-	-	(32)	78	(32)
Autres	178	188	(46)	(126)	132	62
Actifs d'impôt (passifs)	2 100 \$	2 099 \$	(763) \$	(888) \$	1 337 \$	1 211 \$
Compensation d'impôt	(614)	(746)	614	746	-	-
Actifs d'impôt net (passifs)	1 486 \$	1 353 \$	(149) \$	(142) \$	1 337 \$	1 211 \$

La société et certaines de ses filiales en position d'actifs nets d'impôt différé au montant de 900 000 \$ ont encouru des pertes dans l'année courante. La société considère qu'il est probable de réaliser ces actifs d'impôt différé.

Variation des actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés durant l'année

	Solde au 1 ^{er} janvier 2011	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2011
Pertes reportées	1 069 \$	(13) \$	- \$	1 056 \$
Frais de développement différés	130	63	-	193
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	364	73	-	437
Immobilisations corporelles	30	33	-	63
Crédits d'impôt à l'investissement	(227)	(14)	-	(241)
Immobilisations incorporelles	(464)	137	-	(327)
Cumul des autres éléments du résultat global	(29)	(555)	552	(32)
Autres	(3)	65	-	62
	870 \$	(211) \$	552 \$	1 211 \$

21 . Impôts (suite)

Variation des actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés durant l'année (suite)

	Solde au 1 ^{er} janvier 2012	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2012
Pertes reportées	1 056 \$	58 \$	- \$	1 114 \$
Frais de développement différés	193	(196)	-	(3)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	437	14	-	451
Immobilisations corporelles	63	10	-	73
Crédits d'impôt à l'investissement	(241)	(1)	-	(242)
Immobilisations incorporelles	(327)	61	-	(266)
Cumul des autres éléments du résultat global	(32)	(12)	122	78
Autres	62	70	-	132
	1 211 \$	4 \$	122 \$	1 337 \$

22 . Résultat par action

A) Résultat par action de base

Le calcul du résultat net par action de base au 31 décembre 2012 est basé sur un résultat net de 1 578 000 \$ (2 001 000 \$ en 2011), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 22 898 122 (22 875 048 en 2011), est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires

	2012	2011
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} janvier	22 880 864	22 017 564
Effet de l'annulation d'actions suite à une offre publique de rachat	(28 575)	(158 558)
Effet des options d'achat d'actions exercées	45 833	99 375
Effet des actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises	-	916 667
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre	22 898 122	22 875 048

B) Résultat par action dilué

Le calcul du résultat net par action dilué au 31 décembre 2012 est basé sur un résultat net de 1 578 000 \$ (2 001 000 \$ en 2011), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour les effets potentiellement dilutifs de toutes les actions ordinaires, de 23 116 051 (23 245 505 en 2011) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)

	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	22 898 122	22 875 048
Effet des titres potentiellement dilutifs	217 929	370 457
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au 31 décembre	23 116 051	23 245 505

Au 31 décembre 2012, 250 000 options (225 000 en 2011) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions dilué en raison de leur effet antidilutif.

La valeur moyenne du marché des actions de la société pour fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

23 . Flux de trésorerie

A) Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations

	2012	2011
Créances et autres débiteurs	(2 665) \$	995 \$
Créances de crédits d'impôt	(177)	354
Stocks	1 571	165
Charges payées d'avance	95	307
Fournisseurs et autres créditeurs	1 398	(424)
Produits différés	132	(113)
Provision pour garantie	64	(26)
	418 \$	1 258 \$

B) Transactions non monétaires

En 2012, il y a eu une transaction non monétaire liée à la conversion d'une créance à recevoir en prêt à long terme au montant de 193 000 \$ (329 000 \$ en 2011) ainsi qu'un montant de créance de crédits d'impôt qui a été appliqué contre des passifs d'impôts courants au montant de 432 000 \$ (277 000 \$ en 2011) et 85 000 \$ (226 000 \$ en 2011) contre les frais de développement différés.

24 . Paiements fondés sur des actions

La société a mis sur pied un régime d'option d'achat d'actions pour ses administrateurs, membres de la direction, employés et consultants, en vertu duquel le conseil d'administration peut leur attribuer des options leur permettant d'acquérir des actions de la société à un prix d'exercice établi par le conseil. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis sur une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les options exercées sont réglées en actions. Au 31 décembre 2012, 1 216 000 options pouvaient encore être octroyées par la société (937 000 au 31 décembre 2011).

La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre	Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque ⁽¹⁾	Rendement en dividendes de l'action ⁽¹⁾	Volatilité prévue ⁽¹⁾	Durée prévue
2012	125 000	1,16 %	6,56 %	40 %	3 années
2011	131 250	2,42 %	10 %	62 %	3 à 5 années

⁽¹⁾ Moyenne pondérée

La juste valeur estimative des options attribuées en 2012 s'élève à 33 000 \$ (49 000 \$ en 2011). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 45 000 \$ (104 000 \$ en 2011) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été comptabilisé dans les frais d'administration et a été porté au crédit du surplus d'apport.

24 . Paiements fondés sur des actions (suite)

	2012		2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 1 ^{er} janvier	1 425 000	1,14 \$	1 701 250	1,15 \$
Attribuées	125 000	1,59	131 250	1,62
Exercées	(82 500)	0,81	(132 500)	1,24
Échues	(260 000)	1,38	(75 000)	1,70
Renoncées	(143 750)	0,96	(200 000)	0,95
En circulation au 31 décembre	1 063 750	1,19 \$	1 425 000	1,14 \$
Pouvant être exercées au 31 décembre	792 916	1,20 \$	868 957	1,20 \$

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

Prix d'exercice	2012			Prix d'exercice	2011		
	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées		Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,90 \$	50 000	2,4	16 666	0,64 \$	50 000	0,2	50 000
0,95	417 500	1,6	284 167	0,81	18 750	0,2	18 750
1,10	27 500	0,1	27 500	0,90	50 000	3,4	-
1,17	100 000	0,7	83 333	0,95	525 000	2,5	179 166
1,25	200 000	4,4	200 000	1,07	60 000	2,5	20 000
1,30	12 500	0,2	12 500	1,10	52 500	1,1	37 500
1,41	6 250	1,2	6 250	1,17	125 000	1,6	91 666
1,55	25 000	3,9	-	1,25	200 000	0,1	200 000
1,59	50 000	3,1	12 500	1,30	12 500	1,2	12 500
1,60	100 000	2,2	75 000	1,35	100 000	0,9	100 000
1,65	75 000	1,2	75 000	1,41	6 250	2,2	3 125
-	-	-	-	1,59	150 000	1,8	100 000
-	-	-	-	1,65	75 000	2,2	56 250
0,90 \$ à 1,65 \$	1 063 750	2,2	792 916	0,64 \$ à 1,65 \$	1 425 000	1,7	868 957

25 . Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

Aperçu

La société est exposée aux risques suivants de par son utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque du marché

Cette note présente de l'information sur chacun des risques ci-dessus auxquels la société est exposée, et la gestion du capital de la société.

Cadre de la gestion du risque

Le conseil d'administration a la responsabilité globale pour l'établissement et la surveillance du cadre de la gestion du risque de la société.

25 . Instruments financiers (suite)

A) Gestion des risques financiers (suite)

Les politiques de gestion du risque de la société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la société fait face, d'établir des limites de risque et des contrôles appropriés, et de surveiller les risques et le respect des limites. Les politiques et systèmes de gestion du risque sont révisés régulièrement afin d'y refléter les changements dans les conditions du marché et dans les activités de la société.

Le comité de vérification de la société contrôle la manière dont la direction surveille le respect des politiques et procédures de gestion du risque, et s'assure que le cadre de gestion du risque est adéquat en relation avec les risques auxquels la société fait face.

B) Risque de crédit

La trésorerie, la trésorerie réservée et les instruments financiers dérivés sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable. Les placements dans des billets restructurés font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 11).

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances et autres débiteurs et les prêts à long terme sont portés au bilan, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

La société détient des garanties sur des actifs personnels comme caution sur les prêts à long terme.

Risque de crédit auquel la société est exposée

La valeur comptable des actifs financiers représente le risque de crédit maximal.

Le risque de crédit maximal pour les prêts et les créances, avant la provision pour mauvaises créances, à la date de clôture par secteur géographique, était de :

	2012	2011
Domestique	5 232 \$	4 616 \$
États-Unis	5 759	4 500
Autres régions	974	585
	11 965 \$	9 701 \$

25 . Instruments financiers (suite)

B) Risque de crédit (suite)

Perte de valeur

L'âge des créances à la date de clôture était :

	2012		2011	
	Brut	Provision	Brut	Provision
Courant, 0-60 jours	7 858 \$	- \$	6 087 \$	- \$
Échu, 61-90 jours	1 310	55	1 211	50
Échu, plus de 90 jours	2 262	645	1 728	578
	11 430 \$	700 \$	9 026 \$	628 \$

La provision pour mauvaises créances a évolué comme suit durant l'exercice :

	2012	2011
Solde au 1 ^{er} janvier	628 \$	653 \$
Augmentation de la provision pour mauvaises créances	81	141
Radiation de montants à recevoir :		
Secteur accessibilité	(7)	(163)
Secteur véhicules adaptés	(2)	(3)
Solde au 31 décembre	700 \$	628 \$

Le compte de provision pour mauvaises créances est utilisé afin de comptabiliser la perte de valeur des créances à moins que la société détermine qu'il sera impossible de recouvrer la somme due; auquel cas, la perte est considérée comme étant non recouvrable et elle est radiée directement à l'encontre de l'actif.

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau des liquidités de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs.

Au 31 décembre 2012, la société disposait d'un fonds de roulement de 14 550 000 \$ (16 377 000 \$ au 31 décembre 2011) et de facilités de crédit non utilisées de 1 775 000 \$ (2 425 000 \$ au 31 décembre 2011).

Les tableaux suivants résument les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant les versements estimés d'intérêt et excluant l'effet des ententes de compensation.

	2012					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	7 518 \$	7 518 \$	7 518 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme, incluant la partie courante	19 152	21 590	4 065	5 605	3 789	8 131
	26 670 \$	29 108 \$	11 583 \$	5 605 \$	3 789 \$	8 131 \$
Passifs financiers dérivés						
Contrats de swap de taux d'intérêt	291 \$	297 \$	118 \$	147 \$	32 \$	- \$

25 . Instruments financiers (suite)

C) Risque de liquidité (suite)

	2011					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts bancaires	75 \$	75 \$	75 \$	- \$	- \$	- \$
Fournisseurs et autres créditeurs	6 123	6 123	6 123	-	-	-
Dette à long terme, incluant la partie courante	12 861	13 420	5 119	7 942	359	-
	19 059 \$	19 618 \$	11 317 \$	7 942 \$	359 \$	- \$

D) Risques de marché

i) Risque de change

La société réalise approximativement 53 % (50 % en 2011) de ses ventes en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars américains et par l'utilisation de contrats de change à terme. Ces contrats obligent la société de vendre des dollars américains à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar américain, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquiesce de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines peut être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 4 500 000 \$ pour couvrir ses risques de pertes potentielles sur les contrats de change, dont 3 150 000 \$ est garantie par Exportation et Développement Canada.

Au 31 décembre 2012, la société n'avait aucun engagement à vendre des devises étant donné qu'elle a encaissé avant échéance les contrats dont elle disposait.

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques des contrats de change à terme au 31 décembre 2011 :

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 12 mois	Vente	1,0294	9 600 \$
12 à 24 mois	Vente	1,0295	8 700 \$
24 à 36 mois	Vente	1,0302	4 500 \$
		1,0296	22 800 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors d'un règlement hypothétique des contrats à la date de clôture de l'année.

25 . Instruments financiers (suite)

i) Risque de change (suite)

La juste valeur des instruments financiers dérivés, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les résultats de 157 000 \$ (201 000 \$ au 31 décembre 2011), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2012	2011
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance dans les douze prochains mois	- \$	83 \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus dans les douze prochains mois	391	667
	391 \$	750 \$
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance après les douze prochains mois	- \$	44 \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus après les douze prochains mois	229	-
	229 \$	44 \$
	620 \$	794 \$

Aux 31 décembre 2012 et 2011, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait pas d'effet significatif sur la « Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie » du résultat global.

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars américains :

(en milliers de dollars US)

	2012	2011
Trésorerie	5 160 \$	2 130 \$
Créances et autres débiteurs	5 533	3 991
Prêts à long terme, incluant la partie courante	487	605
Fournisseurs et autres créditeurs	(670)	(602)
Dette à long terme, incluant la partie courante	(1 804)	(1 883)
Total des éléments monétaires libellés en dollars américains	8 706 \$	4 241 \$

Au 31 décembre 2012, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution ou une augmentation des « Produits (charges) financiers(ères) » de l'ordre de 87 000 \$ (42 000 \$ au 31 décembre 2011), 65 000 \$ (31 000 \$ au 31 décembre 2011) après impôts.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle des prêts à long terme, des placements à long terme, des emprunts bancaires et des emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie au montant maximal de 610 000 \$ pour couvrir le risque de perte potentielle lors de la conversion de son taux d'intérêt variable sur les dettes à long terme de 9 600 000 \$ et de 7 000 000 \$ à un taux fixe.

25 . Instruments financiers (suite)

ii) Risque de taux d'intérêt (suite)

En avril 2012, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt.

Valeur nominale initiale	Taux d'intérêt fixe	Date d'échéance
\$ 7 000	1,98 %	13 avril 2017
\$ 9 600	2,08 %	13 avril 2017

Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap de taux d'intérêt est de 15 471 000 \$ au 31 décembre 2012 (aucun au 31 décembre 2011).

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les résultats de 78 000 \$ (aucun au 31 décembre 2011), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2012	2011
Pertes non réalisées sur contrats de swap de taux d'intérêt applicable à la partie courante de la dette à long terme	117 \$	- \$
Pertes non réalisées sur contrats de swap de taux d'intérêt applicable à la partie non courante de la dette à long terme	174	-
	291 \$	- \$

Incidence sur le résultat net du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variables :

	2012	2011
Emprunts bancaires	3 225 \$	75 \$
Dette à long terme, incluant la partie courante et excluant la dette faisant l'objet de contrats de swap de taux d'intérêt	1 795	10 382
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variables	5 020 \$	10 457 \$

Aux 31 décembre 2012 et 2011, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat net et aurait comme incidence une augmentation des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 363 000 \$ (nul en 2011) après impôt. Une variation à la baisse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat net et aurait comme incidence une diminution des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 379 000 \$ (nul en 2011) après impôt.

iii) Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produit dérivé lié au prix des matières.

Juste valeur versus valeur comptable

Les justes valeurs des actifs et des passifs financiers, avec les valeurs comptables telles que présentées à l'état de la situation financière, sont les suivantes :

25 . Instruments financiers (suite)

Juste valeur versus valeur comptable (suite)

	2012		2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs présentés à la juste valeur				
Contrats de change à terme	- \$	- \$	127 \$	127 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	1 401	1 401	1 282	1 282
Option de règlement	64	64	181	181
	1 465 \$	1 465 \$	1 590 \$	1 590 \$
Actifs présentés au coût amorti				
Trésorerie	1 993 \$	1 993 \$	3 931 \$	3 931 \$
Trésorerie réservée	-	-	1 100	1 100
Créances et autres débiteurs	10 999	10 999	8 515	8 515
Prêts à long terme	535	511	675	627
	13 527 \$	13 503 \$	14 221 \$	14 173 \$
Passifs présentés à la juste valeur				
Contrats de swap de taux d'intérêt	291 \$	291 \$	- \$	- \$
Passifs présentés au coût amorti				
Emprunts bancaires	- \$	- \$	75 \$	75 \$
Fournisseurs et autres créditeurs	7 518	7 518	6 123	6 123
Dette à long terme	19 083	19 139	12 861	12 843
	26 601 \$	26 657 \$	19 059 \$	19 041 \$

La base pour la détermination de la juste valeur est divulguée à la note 27.

Hiérarchie d'évaluation de la juste valeur

Les tableaux ci-dessous analysent les instruments financiers détenus à la juste valeur, par méthode d'évaluation.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2012				
Placements à long terme dans des billets restructurés	- \$	- \$	1 401 \$	1 401 \$
Option de règlement	-	-	64	64
Contrats de swap de taux d'intérêt	-	(291)	-	(291)
	- \$	(291) \$	1 465 \$	1 174 \$
2011				
Contrats de change à terme	- \$	127 \$	- \$	127 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	-	-	1 282	1 282
Option de règlement	-	-	181	181
	- \$	127 \$	1 463 \$	1 590 \$

25 . Instruments financiers (suite)

Juste valeur versus valeur comptable (suite)

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011, le rapprochement des éléments évalués à une juste valeur à partir de données non observables (niveau 3) était celui-ci :

	Placements à long terme dans les billets restructurés	Option de règlement
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	1 290 \$	209 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	55	(28)
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	31	3
Incidence sur la valeur de l'option de règlement de la disposition de billets restructurés	-	(3)
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	6	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme « Produits (charges) financiers(ères) »	92	(28)
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(100)	-
Solde au 31 décembre 2011	1 282 \$	181 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	220 \$	(87) \$
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	(22)	2
Incidence sur la valeur de l'option de règlement liée à la disposition de billets restructurés	-	(32)
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	5	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme « Produits (charges) financiers(ères) »	203	(117)
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(84)	-
Solde au 31 décembre 2012	1 401 \$	64 \$

E) Gestion du capital

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme et les emprunts bancaires moins la trésorerie et la trésorerie réservées et les placements à long terme, plus les capitaux propres.

	2012	2011
Trésorerie	(1 993) \$	(3 931) \$
Trésorerie réservée	-	(1 100)
Placements à long terme, incluant la partie courante	(1 465)	(1 463)
Emprunts bancaires	-	75
Dette à long terme, incluant la partie courante	19 083	12 861
	15 625 \$	6 442 \$
Capitaux propres	19 224	20 145
Total de la structure de capital	34 849 \$	26 587 \$

La politique du conseil d'administration est de maintenir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des investisseurs, des créiteurs et du marché et de soutenir le développement futur de l'entreprise. La direction surveille le rendement sur le capital, qui est défini par la société comme étant le résultat des activités opérationnelles divisé par les capitaux propres. La direction surveille aussi le niveau de dividendes aux actionnaires ordinaires.

La société utilise un processus de consolidation des comptes bancaires en dollars canadiens pour optimiser les besoins et excédents de liquidités de la société mère et de ses filiales. Tant que le solde net de ses comptes demeure positif, aucun intérêt n'est exigible. Ce processus est administré par l'institution financière de la société.

25 . Instruments financiers (suite)

E) Gestion du capital (suite)

La société surveille le capital basé sur plusieurs ratios financiers et indicateurs de performance non financiers.

La société doit respecter des conditions imposées par diverses ententes bancaires et s'assure qu'elles soient respectées lorsqu'il se doit. Elle a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'année.

De plus, la société a donné les actifs suivants comme garantie sur ces diverses ententes bancaires : une hypothèque mobilière de premier rang de 50 000 000 \$ sur l'universalité des biens meubles de la société et de ses filiales, une garantie selon l'article 427 de la *Loi sur les banques* sur les inventaires, une hypothèque mobilière de premier rang de 9 700 000 \$ grèvant un immeuble de la société ainsi qu'un cautionnement solidaire de 50 000 000 \$ couvrant toutes les filiales de la société.

De temps à autre, la société rachète ses propres actions; le moment de ces achats dépend du prix du marché des actions.

Il n'y a pas eu de changement durant l'année dans l'approche du groupe en gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont assujetties à des exigences externes en matière de capital.

26 . Engagements

À titre de locataire

Les contrats de location-exploitation sans possibilité d'annulation sont payables comme suit :

	2012	2011
Moins d'un an	780 \$	1 508 \$
Entre un et cinq ans	1 422	319
	2 202 \$	1 827 \$

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement. Les baux sur les immeubles ont des durées restantes de 5 à 52 mois, et la plupart de ceux-ci ont une option de renouvellement à la fin du bail.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2012, un montant de 520 000 \$ est comptabilisé dans le coût des ventes et un montant de 456 000 \$ est comptabilisé dans les charges opérationnelles en relation avec les contrats de location-exploitation (1 272 000 \$ et 499 000 \$ en 2011).

27 . Détermination des justes valeurs

Plusieurs des méthodes comptables et de divulgation de la société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers, que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

A) Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur la valeur marchande. La juste valeur des éléments d'équipement, mobilier et agencement, matériel roulant, matériel informatique et améliorations locatives est basée sur une approche fondée sur le marché et sur le coût utilisant les prix du marché pour des éléments similaires, lorsque disponible, et un coût de remplacement, lorsque approprié.

B) Immobilisations incorporelles

La juste valeur des marques de commerce acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur un estimé escompté des paiements de redevances qui ont été évités par le fait que la société possède les marques de commerce. La juste valeur des listes de clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises est déterminée en utilisant la méthode de l'excédent du résultat multi-période, par laquelle l'actif en question est évalué après y avoir déduit un rendement raisonnable sur tous les autres actifs qui participent dans la création des flux de trésorerie y afférents.

La juste valeur des autres immobilisations incorporelles est basée sur les flux de trésorerie escomptés prévus provenant de l'utilisation et la vente éventuelle des actifs.

C) Stocks

La juste valeur des stocks acquis lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts d'achèvement et de vente estimés, et une marge de profit raisonnable basée sur l'effort requis pour acheter et vendre les stocks.

D) Créances et autres débiteurs

La juste valeur des créances et autres débiteurs est estimée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date de clôture. Cette juste valeur est déterminée pour fins de divulgation.

E) Dérivés

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

La juste valeur reflète le risque de crédit de l'instrument et inclut un ajustement afin de tenir compte du risque de crédit de l'entité de la société et de la contrepartie lorsque approprié.

F) Passifs financiers non dérivés

La juste valeur, qui est déterminée pour fins de divulgation, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts, escomptées au taux du marché à la date de clôture.

G) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est mesurée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données de mesures incluent la valeur de l'action à la date de la mesure, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité prévue (basée sur la moyenne pondérée historique de volatilité, ajustée pour des variations prévues dues à de l'information à laquelle le public a accès), la moyenne pondérée de la durée de vie de l'instrument (basée sur l'expérience passée et le comportement général du détenteur des options), les dividendes prévus, et le taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor).

28 . Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2012, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et développement expérimental s'élevant à 320 000 \$ (272 000 \$ en 2011). De ce montant, 156 000 \$ n'a pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

La société a également comptabilisé des crédits d'impôt pour apprentis de 142 000 \$ (86 000 \$ en 2011) qui n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

Ces crédits ont été comptabilisés comme suit :

	2012	2011
Diminution des frais de développement différés	85 \$	226 \$
Diminution du coût des ventes	145	87
Diminution des frais d'administration	5	-
Diminution des frais de recherche et développement	227	45
	462 \$	358 \$

29 . Secteurs opérationnels

Information sur les secteurs opérationnels

La société est structurée selon deux secteurs opérationnels, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité), et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes à mobilité restreinte (Véhicules adaptés).

	2012			2011		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Ventes externes	52 488 \$	14 246 \$	66 734 \$	50 319 \$	14 955 \$	65 274 \$
Résultat avant impôt et montants non affectés	4 202 \$	1 071 \$	5 273 \$	4 982 \$	787 \$	5 769 \$
Actifs des secteurs	28 219 \$	7 851 \$	36 070 \$	32 153 \$	8 222 \$	40 375 \$
Passifs des secteurs	9 675 \$	1 279 \$	10 954 \$	7 263 \$	2 452 \$	9 715 \$
Dépenses en capital	777 \$	16 \$	793 \$	677 \$	459 \$	1 136 \$

Rapprochement des secteurs opérationnels et des soldes consolidés

	2012	2011
Résultat avant impôt		
Résultat total des secteurs, avant impôt et montants non affectés	5 273 \$	5 769 \$
Montants non affectés :		
Amortissement	(1 541)	(1 480)
Charges financières nettes	(606)	(552)
Autres charges du siège social ⁽¹⁾	(977)	(859)
Résultat avant impôt	2 149 \$	2 878 \$
Actifs		
Total des actifs des secteurs	36 070 \$	40 375 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	13 310	2 038
Total des actifs consolidés	49 380 \$	42 413 \$

⁽¹⁾ Salaires, honoraires et autres charges corporatives non inclus dans les résultats des secteurs

⁽²⁾ Actifs corporatifs non inclus dans les actifs et passifs des secteurs

29 . Secteurs opérationnels (suite)

Rapprochement des secteurs opérationnels et des soldes consolidés (suite)

	2012	2011
Passifs		
Total des passifs des secteurs	10 954 \$	9 715 \$
Montants non affectés ⁽¹⁾	19 202	12 553
Total des passifs consolidés	30 156 \$	22 268 \$
Dépenses en capital		
Total des dépenses en capital des secteurs	793 \$	1 136 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	10 279	-
Total des dépenses en capital consolidées	11 072 \$	1 136 \$

⁽¹⁾ Passifs corporatifs non inclus dans les actifs et passifs des secteurs

⁽²⁾ Dépenses en capital par la société mère reliées à l'acquisition d'un immeuble non inclus dans les dépenses en capital des secteurs

Information géographique

	Ventes		Actifs non courants	
	2012	2011	2012	2011
Domestique	30 329 \$	31 296 \$	20 734 \$	12 091 \$
États-Unis	29 407	26 956	12	-
Autres régions	6 998	7 022	178	220
	66 734 \$	65 274 \$	20 924 \$	12 311 \$

Les ventes sont affectées aux régions géographiques selon la destination des produits expédiés.

30 . Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer lié à l'acquisition de Freedom. La société a émis une demande reconventionnelle en relation à cette même transaction. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

31 . Parties liées

Transactions avec les principaux dirigeants

A) Prêt à un administrateur

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 200 000 options. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel moins 1 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 312 000 \$ au 31 décembre 2012. Les intérêts sont composés et payables annuellement alors que le capital est payable à l'échéance, soit le 30 mai 2017.

31 . Parties liées (suite)

B) Rémunération des principaux dirigeants

	2012	2011
Avantages du personnel à court terme	545 \$	416 \$
Paiements fondés sur des actions	45	34
	590 \$	450 \$

C) Transactions avec les principaux dirigeants

Les administrateurs de la société contrôlent 67,6 % des actions avec droits de vote de la société.

La société a comptabilisé un montant de 41 000 \$ (84 000 \$ en 2011) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. De ce montant, 15 000 \$ était comptabilisé comme fournisseurs et autres créditeurs à l'état de la situation financière au 31 décembre 2012 (aucun au 31 décembre 2011).